

Arrêté municipal d'octroi d'une autorisation de voirie

Le Maire de la Commune de MONTAGNAC

Vu la requête en date du 12/09/2018 par laquelle Monsieur Jérôme LAMBERT , gérant de la SARL LAMBERT, domicilié à MONTAGNAC, 3 Impasses des Cévennes, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public, pour permettre la réfection de la toiture, du n°2 Rue du 8 Mai 1945, pour le compte de Monsieur CHOUVION Frédéric, du lundi 17 septembre au jeudi 20 septembre 2018.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2 ;

Arrête :

ARTICLE 1^{ER} La SARL LAMBERT est autorisée à occuper le domaine public, pour permettre la réfection de la toiture, du lundi 17 septembre au jeudi 20 septembre 2018 pour les travaux comme ci-dessus décrits.
Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public comme indiqué dans sa demande, à charge par lui de se conformer aux dispositions et aux conditions spéciales suivantes : la libre circulation des piétons en sécurité sur le trottoir sera impérativement maintenue ou à défaut devra être aménagée à la charge du pétitionnaire ou son entrepreneur, un cheminement de remplacement sécurisé.
Toutes précautions seront prises pour éviter les accidents ;
L'autorisation accordée sera révocable à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige ou si le permissionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées ;
Le pétitionnaire restera responsable de tous accidents pouvant résulter de l'exécution de son travail ;
Le pétitionnaire devra aviser la Police Municipale, au moins 48 heures avant le commencement des travaux ;
La durée des travaux ne pourra excéder 4 jours consécutifs et, à l'expiration de ce délai, la voie publique devra entièrement être débarrassée de tout dépôt.

ARTICLE 2 La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions de l'arrête municipal portant règlement général.(le cas échéant).

- ARTICLE 3** Les véhicules en stationnement devront être installés de manière à ne pas faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni aux camions de collecte des ordures ménagères, qui ont lieu les mardis, vendredis et samedis matins.
- ARTICLE 4** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- ARTICLE 5** Dès l'achèvement des travaux le pétitionnaire devra immédiatement enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, la voie publique et ses dépendances dans leur état premier.
- ARTICLE 6** Droit de voirie : néant
- ARTICLE 7** Le pétitionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.
- ARTICLE 8** La présente autorisation est tenu pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le pétitionnaire des conditions imposées par le règlement général de voirie visé à l'article 2 ou énoncées aux articles ci-dessus.
- ARTICLE 9** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.
- ARTICLE 10** La présente autorisation ne vaut pas permis de construire, ni déclaration de travaux.

Fait à Montagnac

Le 13/09/2018

P/O **Le Maire**

Philippe AUDOUIN

1^{er} Adjoint

